

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM



Lieu de l'ERM : KAMBARA-MUSHENYI DANS LE TERRITOIRE DE WALUNGU

Contexte

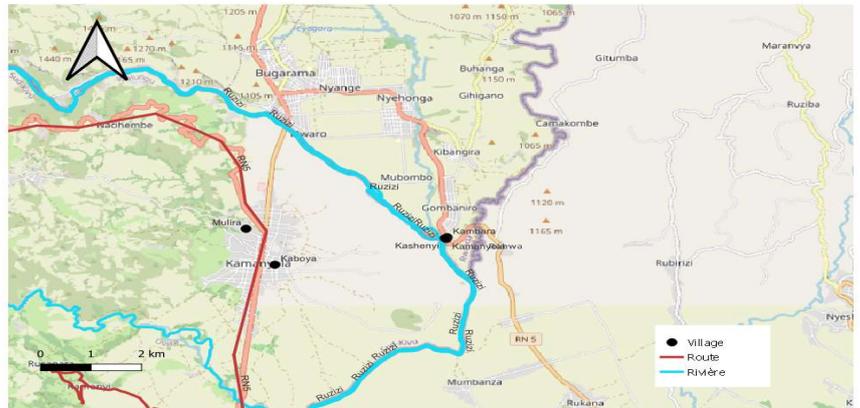
Description de la crise

La cité de Kamanyola est située dans la chefferie de Ngweshe, zone de santé de Nyangezi, territoire de Walungu à la frontière avec le territoire d'Uvira, dans la Province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo. Depuis la prise de la cité de Kamanyola par le mouvement du 23 mars aux mains de la coalition de forces armées de la république démocratique du Congo Wazalendo et force burundaise au mois de mars, la situation sécuritaire a continué à se dégrader à la suite des attaques à répétition dans les villages environnant la cité de Kamanyola. Avec cette situation, près de 2 371 ménages soit 14 235 personnes déplacées sont arrivées en date du 22/4/2025. Ces déplacés ont été accueillis dans les localités de Kambara, Mugerero, kasenyi Katimbirwa, Mushimumu, Rugenge, kayange, Maendeleo, Nyakavogo, kamege et Kaboya en groupement Kashenyi, chefferie Ngweshe, territoire de Walungu. Ces derniers ont été contrainds de quitter les villages Kalunga, Bugano, nachimbe, Kafunda Katogota et Rupango, à la suite des affrontements ayant opposé les forces des Wazalendo et celles de l'AFC/ M23. Depuis l'avancé du M23/ AFC, les affrontements sont toujours signalés dans les moyen plateau surplombant la cité de Kamanyola. Ces ménages déplacés vivent dans les familles d'accueils. Numéro OCHA Ehtools 5889.

C'est dans ce contexte qu'Acted avec son projet « Addressing Food Insecurity through a Multispectral Response and Strengthening Intersectoral & Food Security and Nutrition Evidence-Based Analysis, Planning & Response in the Democratic Republic of the Congo » a décidé de lancer une évaluation rapide multisectorielle des besoins (ERM) en date du 07 au 10 mai 2025 sur l'axe Kambara – Kashenyi. Le but est de procéder à l'identification des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels (AME), en abris, en eau, hygiène et assainissement (EHA), en éducation, en santé et sur les moyens de subsistance de populations déplacées et autochtones se trouvant dans cette zone affectée par les conflits. Cette évaluation a permis également d'obtenir de premières informations concernant l'accessibilité, la sécurité, la situation en matière de protection de la zone et l'estimation de nombre de ménages déplacés à 3 783 ménages.

Les zones de déplacement sont accessibles par la voie routière en passant par Nyantende – Mumosho, Nyangezi et dans les escarpements de Ngomo sur la route nationale N° 5. Ou en passant par le Rwanda via la frontière de la Ruzizi. Vers Kamanyola la situation sécuritaire semble relativement calme. L'axe est couvert par les réseaux téléphoniques mobile (Vodacom, Airtel et orange). Ces réseaux servent également pour la connexion Internet mobile et le transfert monétaire dans la zone.

21 FLZ-CARTE-ERM-KAMBARA-KASHENYI TERRITOIRE DE WALUNGU



Source des résultats :	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5889	5	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/04/2025	22/04/2025	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	12076	12076	
Taille moyenne ménages	6,9	-	
Accès physique	Voiture		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	Violences conjugales, séparation des familles, pillage ou vol ou cambriolage		
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.	Vodacom : 25%	(estimation)	
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres			

Conséquences humanitaires

Les entretiens en groupes de discussion réalisés ont mis en évidence les difficultés d'accès à la nourriture, aux articles ménagers essentiels et aux logements décentes. Les participants ont rapporté des cas de faim importante, de pillages, pertes en vies humaines, violences physiques, perte des moyens de subsistance. En combinaison avec les mouvements de la population, ceci pourrait aggraver la précarité alimentaire dans la zone. La destruction des champs ainsi que l'augmentation des cas de criminalité et la continuité de la guerre sont aussi les conséquences de cette situation de précarité observée. Il a aussi été déploré un accès difficile aux soins de santé à cause du manque de médicaments, équipements malgré l'intervention du MSF H. À la suite des mouvements de déplacement et de retour, les ménages font face à des problèmes de promiscuité dans les familles d'accueil, d'insuffisance alimentaire et d'insuffisance en articles ménagers essentiels. Une augmentation des cas de maladies hydrique dû aux problèmes liés à l'eau, qui pourrait s'aggraver avec la saison de sèche qui arrive au mois de juin à la suite de l'insuffisance d'eau potable liés à la diminution du débit de l'adduction d'eau qui approvisionne la communauté de la cité de Kamanyola.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	20%	18%
6-17 ans	23%	21%
7 mois-5 ans	12%	9%
0-6 mois	2%	2%
Total	49%	51%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	94%
Nutrition	2%
Abris	4%
Articles ménagers essentiels (AME)	3%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	5%
Santé	4%
Education	2%
Nourriture	6%
Moyens de subsistance	1%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	1%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	3783				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	3%	-	97%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	2%	-	98%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	1%	25%	-	74%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	67%	-	23%	-	10%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	55%	-	42%	-	3%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	80%	19%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris		27%			
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	10%	60%	28%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	36%	19%	44%	1%	1%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	15%	-	85%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	3%	46%	46%	5%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans				78%	
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, Infection respiratoire aigue, Diarrhées aigues, Typhoïde, Malnutrition aigue globale, Choléra, Fièvre jaune				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	76%	-	-	-	24%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	85%	-	-	-	15%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	81%	-	17%	-	3%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours			49%		

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La situation sécuritaire était encore tendue dans les villages de provenance et dans les environs la cité de Kamanyola, car les violences demeurent et les affrontements entre les belligérants se sont intensifiés dans la zone de provenance ce qui écarte l'option de retour des ménages déplacés dans leurs villages d'origine. Par ailleurs, les déplacements pourront continuer dans la zone d'accueil à la suite de ces affrontements. L'entente entre la communauté hôte et déplacée reste fragile. La population hôte a majoritairement affirmé pouvoir aider les déplacés "pour un temps limité". Une minorité a affirmé pouvoir les assister pour "un temps nécessaire".

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	77%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	18%
Vouchers / foires	2%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	85%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	3%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	12
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	6
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	0
Santé	0
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	12
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM réduit produite par REACH pour la communauté humanitaire en république démocratique du Congo. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de 109 ménages déterminés sur une population estimée à 12076 ménages, réparti dans 4 localités évaluées. 95 ménages plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune de 5 villages a été effectuée. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés) ainsi que des EM dans les villages échantillonnés le long de l'axe enquêté. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacun des villages. Au cours de cette enquête 5 entretiens ont été réalisés dans les 5 villages (Kamanyola, Kaboya, Kambara, Malira et Kashenyi) avec les informateurs clés issus des institutions étatiques, centres de santé, leaders communautaires, représentants des déplacés.

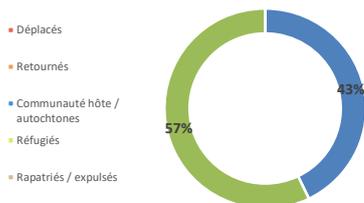
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
Obs. libres	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	15/05/2024	08/05/2025	15/05/2024
Date de fin de l'enquête	09/05/2025	08/05/2025	18/05/2024
Organisation	Acted	Acted	Acted
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui		Non

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Kambara	1628	18	1	1
Kaboya	2334	19	1	1
Kamanyola	2567	30	1	1
Mulira	2244	17	1	1
Kashenyi	3303	26	1	1
Total	-	12076	110	5

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

À la suite de ces mouvements de population, l'évaluation a fait état de 12076 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 106269 personnes (sur base d'une moyenne de 7 personnes par ménage rapportée pendant les enquêtes ménages). Parmi ces ménages et selon les enquêtes ménages effectuées, 3783 seraient déplacés (31% des ménages). Ce dernier chiffre est calculé en appliquant le pourcentage de déplacés enquêtés au nombre de ménages dans la zone. Un comptage des ménages a eu lieu dans chacun des villages. Pour les villages plus petits, les ménages ont pu être comptés, pour les villages trop grands, le nombre de ménages a été estimé à l'aide des informations partagées par les informateurs clés. Avec cette dernière méthode on dénombre 3783 ménages déplacés. Si on ne tient compte que des estimations des informateurs clés et comptage, on estime le nombre de ménages déplacés à 3783 ménages. Nous considérons ici les données présentées dans le tableau démographique (données croisées entre le comptage, les observations des informateurs clés et groupes de discussion). Nous choisissons donc de retenir une démographie globale de 12076 ménages qui semble plus cohérente par suite du croisement des données et 3783 ménages déplacés.

Il est à noter qu'aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance à ce stade : en effet, la situation sécuritaire dans une partie de la zone est toujours préoccupante à la suite des affrontements entre les belligérants, ce qui empêche les ménages déplacés de revenir vers leurs villages de provenance.

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	43%	31%	
Retournés	0%	0%	
Communauté hôte / autochtones	57%	69%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	5180	3783
Retournés	0	0
Communauté hôte / autochtones	6896	8293
Réfugiés	0	
Rapatriés / expulsés	0	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

12076 12076

Taille moyenne des ménages (EM)

6,9 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

43% -

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

30% -

Estimation du nombre de familles d'accueil

33 -

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	60539
Après la crise	106269

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	8293
Après la crise	12076

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MIP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	3880
Retournés	8774
Communauté hôte / autochtones	0
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	12654

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	6%	1	6%	2	15%
115-125 mm	5	29%	3	16%	8	21%
>125 mm	8	65%	13	78%	21	72%
MAG	6	35%	4	22%	10	36%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	10%	3	18%	4	15%
115-125 mm	6	39%	2	15%	8	25%
>125 mm	3	50%	10	67%	13	60%
MAG	7	50%	5	33%	12	40%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	2	8%	4	12%	6	10%
115-125 mm	11	33%	5	15%	16	23%
>125 mm	11	59%	23	73%	34	67%
MAG	13	41%	9	27%	22	33%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	1	3%
185-230 mm	17	42%
>230 mm	24	55%
MAG	18	45%

IC

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	10	13	10
115-125 mm	0	0	0
MAG	10	13	10

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	11	7	11
115-125 mm	7	12	7
MAG	18	19	18

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	20	20	20
115-125 mm	7	12	7
MAG	27	32	27

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	0
185-230 mm	8
MAG	8

Analyse Nutrition

Selon les résultats de l'enquête ERM via le screening rapide, il s'observe dans la zone des cas de la malnutrition modérés et sévères sont constatés chez les enfants de moins de 5 ans ainsi que chez les femmes enceintes et allaitantes. Des cas de malnutrition aigüe modérés sont observés chez les femmes enceintes et allaitantes dans une assez grande proportion (42%) et quelques cas de malnutrition aigüe (3%). La malnutrition aigüe globale est de 45% pour les femmes enceintes et allaitantes. Parmi les enfants de moins de 5 ans, les filles sont les plus touchées par la malnutrition avec 25% des cas de malnutrition modérée contre 21% recensés chez les garçons. On observe 15% des cas de malnutrition sévère chez les filles de moins de 5 ans contre 4% des cas chez les garçons de la même tranche d'âge. Le risque est de basculer dans un état de malnutrition sévère est particulièrement présent pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà dans un état de malnutrition modérée si rien n'est fait en urgence. Au moment des groupes de discussion, les participants ont déclaré que les insuffisances alimentaires commencent à se faire sentir au sein de la communauté car les populations déplacées n'ont pas accès à leurs champs et ont fui en abandonnant leurs stocks dans leurs maisons où ils ne peuvent actuellement pas retourner se ravitailler en raison de l'insécurité. Les ménages d'accueil redoutent aussi une pénurie dans leurs villages à cause du nombre important de déplacés qui dépendent de ces derniers car ne peuvent pas se déplacer pour atteindre leurs champs par peur de l'insécurité liée à la présence de groupes armés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	13%	0	
Agriculture de subsistance	73%	10	
Agriculture de rente	4%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	4	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	4	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	3%	0	
Aucune	3%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	70%	-	
Non	30%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre (manque de moyens financiers)	74%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	32%	10	
Non	68%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	10	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	73%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	15%	-	
Marché	18%	-	
Travail pour de la nourriture	28%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	12%	-	
Petit commerce	16%	-	
Vente de braises/charbon, etc	5%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	22%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	1%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Aucune réserves	97%	-	5
1-2 semaines	3%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1



Nombre moyen de repas par jour (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (28-42)	2%	-	3
Pauvre (≤28)	98%	-	5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	1%	-	3
Crise / urgence (≥19)	99%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Avec la situation de crise qui s'est installée dans la zone en raison d'une insécurité croissante liée aux affrontements récurrents entre les belligérants la population a des difficultés pour l'accès aux champs. L'insécurité empêche le bon entretien des champs, les participants aux focus groupe discussion explique qu'il y a une insuffisance des pluies, ainsi qu'un manque d'outils aratoires. Ces facteurs comprennent l'abandon des champs, l'utilisation de semences de mauvaise qualité en raison de leur réutilisation pendant plusieurs années, ainsi que l'impact de diverses maladies sur les cultures. Tout cela justifie un grand besoin de soutien en matière de sécurité alimentaire.

Parmi les ménages, 98% ont un faible score de consommation alimentaire (SCA) (inférieur à 28) et 2% ont des scores limités. De plus, 99% des ménages ont recours régulièrement à des stratégies de survie préjudiciables pour subsister. Il est important de noter que 70% de la population enquêtée a accès à la terre et que 73% des ménages pratiquent l'agriculture de subsistance sur leurs terres et 4% pratiquent l'agriculture de rente, ce qui explique pourquoi cette situation a un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC²)			
Maison (construction durable)	1%	2	
Maison (construction non-durable délabrée)	93%	10	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	5%	8	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC) Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)				
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient		58%	-	
En famille d'accueil		7%	-	
Dans un site spontané		0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)		0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)		27%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)		7%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)		0%	-	
Ne sait pas		0%	-	
Ne se prononce pas		0%	-	

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC) Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)				Sévérité
Oui		27%	-	2
Non		73%	-	
Ne sait pas		0%	-	

Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵				
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient		1%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)		0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient		55%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)		25%		
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)		0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil		0%		2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)		7%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil		6%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient		1%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)		3%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)		0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil		1%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané		0%		4
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)		0%		
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)		0%		5

Analyse Abris

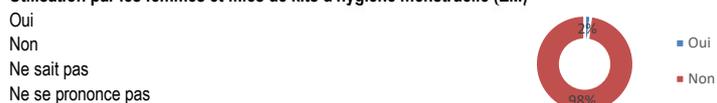
Le type d'abris le plus communément utilisé par les ménages sont des maisons délabrées (93% des répondants). Il est à noter cependant que ces délabrements sont majoritairement structurels et non liés au choc. 5% utilisent des abris d'urgence (non-durable, construit à partir de matériaux disponibles en urgence), contre seulement 1% rapportant vivre dans des logements durables. Ceci est cohérent avec ce que les informateurs clés ont donné comme informations lors des enquêtes.

En termes de situation d'occupation, 58% ont rapporté être propriétaires de leur logement tandis que 7% des ménages ont été accueillis par une famille d'accueil et 34% sont des locataires (habite seul sur une parcelle qu'il loue) ou colocataires (ils habitent à plusieurs sur une parcelle louée).

Par ailleurs, 73% des ménages répondent "NON" à la question s'ils vivent dans un état de promiscuité.

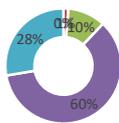
Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)



Score card AME

- < 1
- 1 – 1.9
- 2 – 2.9
- 3 – 3.9
- 4 – 5



EM
(% de ménages)

IC

Sévérité

2%	-	
98%	-	
0%	-	
0%	-	
0%	-	1
1%	-	2
10%	-	3
60%	-	4
28%	-	5

Analyse AME

Les résultats des enquêtes ménages montrent que seul, 2% des femmes enquêtées utilisent de kits d'hygiène menstruelle. Selon les participants aux groupes de discussions la plupart des ménages déplacés ont confirmé avoir perdu tout accès aux AME à la suite de la crise. 88% des ménages ont un score AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique) à la suite de ces événements. Ces faits ont été confirmés dans les groupes de discussion où les participants ont déclaré des besoins sévères en AME sur l'axe, notamment en raison d'importants pillages et destructions de biens.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
			15
Robinetts privés	-	13	
Robinetts public / bornes fontaines	-	24	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	0	
Source naturelle non-aménagée	-	1	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	0	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	14	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	0	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	79%	-	1
Source non-améliorée	20%	-	3
Eau de surface	1%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	78%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	9%	-	
Pour l'hygiène personnelle	20%	-	
Pour cuisiner	15%	-	
Pour d'autres fins domestiques	24%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Aucun, tous les ménages ont assez d'eau
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	82%	-	
De 31 minutes à 2 heures	18%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	1%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	13%	0	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	6%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	2%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	3%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	53%	14	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	12%	0	
L'eau est trop chère	42%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	74%	14	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	2%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	50%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	50%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	50%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	36%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	9%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	9%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	43%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	1%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	1%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	1%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	15%	-	3
Non	85%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	50%	-	
Non	50%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	4%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	12	
Eau stagnante	-	10	
Déchets solides domestiques	-	12	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	6	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5,7}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	3%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	46%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	46%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	5%	-	5

Analyse EHA

En ce qui concerne l'approvisionnement de la population en eau, 79% de la communauté déclarent s'approvisionner à partir de sources d'eau améliorées, 20% de sources non améliorées (à la fois pour la boisson et d'autres usages) ou à partir d'eaux de surface (1%). 91% des ménages déclarent avoir une quantité suffisante d'eau pour la boisson, 85% pour cuisiner, 80% pour l'hygiène personnelle, et 76% pour d'autres usages domestiques. La plupart des ménages (82%) indiquent qu'ils mettent moins de 30 minutes pour aller à la principale source d'eau, récupérer de l'eau et retourner à leur domicile. Cependant, il y a encore 18% de ménages qui mentionnent mettre entre 30 minutes et 2 heures pour obtenir de l'eau. 50% des femmes adultes et les filles de moins de 18 ans interrogées sont concernés par des risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale et tous les membres du ménage sans distinction selon 50% des répondants. En ce qui concerne les raisons du manque d'accès à l'eau, 74% des ménages mentionnent le manque de récipients pour stocker l'eau comme le principal problème, 53% mentionnent le nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé. De plus, 42% des ménages évoquent que l'eau est trop chère, 13% disent que les points d'eau sont trop éloignés, 12% mentionnent que les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés comme des obstacles, 3% mentionnent que certains groupes (enfants, femmes, personnes âgées, minorités ethniques, etc.) n'ont pas accès aux points d'eau. Tandis que 2% signalent des problèmes de goût ou de qualité de l'eau (eau non potable). Les conditions d'hygiène suscitent également des inquiétudes dans la région. 85% des ménages rapportent qu'aucun système de lavage des mains et en place, les 15% restant mentionnent la disponibilité d'eau seulement (sans savon). De plus, 92% des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées, tandis que 5% utilisent des installations sanitaires améliorées et 3% n'ont pas de latrines et pratiquent la défécation en plein air. Environ 50% des latrines sont utilisées par plus de 4 personnes. Seulement 4% des latrines sont séparées par sexe. Selon les participants aux groupes de discussion et les informations recueillies, il existe des problèmes d'assainissement dans les localités, notamment la présence de matières fécales, d'eau stagnante, de rongeurs/rats et de déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts et des déchets solides domestiques. Parmi les conséquences de ces conditions difficiles en termes de disponibilité de sources d'eau améliorées et de problèmes d'assainissement, on observe un taux très élevé de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (78%).

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		91%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		9%	-
Autre		0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		92%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		8%	-
Autre		0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure		96%	-
Entre 1 heure et 2 heures		4%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	14
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	0	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	14	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	78%	-	4
Fièvre	91%	-	
Toux	66%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	66%	-
Non	8%	-
Ne sait pas	1%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	263	188
Infection Respiratoire Aigüe	140	112
Diarrhées aiguës	213	135
Typhoïde	0	0
Malnutrition aigüe globale	111	77
Rougeole	131	87
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes révèlent que 92% des femmes et 91% des hommes fréquentent principalement les structures sanitaires telles que les centres de santé, les cliniques et les hôpitaux pour obtenir des soins. La durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche et de moins d'une heure pour 98% des répondants. En ce qui concerne les conditions d'accouchement, les résultats concordent avec les récits des ménages, indiquant que les femmes se dirigent vers des structures de santé pour accoucher.

Bien que les structures de santé soient accessibles, les ménages rencontrent des difficultés pour accéder aux soins en raison du manque de moyens financiers pour couvrir les frais, du manque de médicaments dans les centres de santé, ainsi des problèmes d'accès physique (distance trop élevée), ainsi selon les participants en groupe de discussions, la zone a connu une intervention de MSF H mais le problème persiste par manque des médicaments aux structures sanitaires.

Parmi les symptômes les plus fréquents chez les enfants de moins de 5 ans, on retrouve les fièvres, la diarrhée et la toux. Les maladies les plus fréquemment signalées parmi les adultes sont le paludisme, les diarrhées, Infection respiratoire aigüe et la typhoïde. Cela pourrait être lié au manque de points d'eau améliorés et des conditions d'assainissement.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	24%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui/Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	3	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	15%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	3	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	8	-	
Nombre total de personnes âgées	6	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	4	4	4	0
Meurtre	0	0	0	2
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	2
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	2	0	0	3
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	0	0	2
Violences conjugales	0	0	0	3
Séparation des familles	3	0	0	3
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	5
Pillage du bétail	8	8	8	8
Arrestations arbitraires	0	0	0	3
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
4	4	4	0
0	0	0	2
0	0	0	2
0	0	0	0
2	0	0	3
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	2
0	0	0	3
3	0	0	3
0	0	0	5
8	8	8	8
0	0	0	3
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	6%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	92%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	4%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	0%	-
Pas de cas dans le ménage	96%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	83%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	5%	-	
Viol	3%	-	
Agression sexuelle	4%	-	
Violence physique ou harcèlement	9%	-	
Mariage forcé	1%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			
		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	5	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	7	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			
		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	12	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

En ce qui concerne les principales préoccupations de protection, rien n'a été signalé par les informateurs clés. Les enquêtes ménages révèlent quasiment aucun type d'incident de protection. Cependant, il faut noter que 9% de répondants mentionnent la violence physique ou harcèlement, 4% parlent des agressions sexuelle, 3% le Viol, et 1% le travail forcé comme type d'incidents subi par les membres féminins des ménages. Selon les enquêtes, 24% des ménages ont accueilli au moins un enfant non accompagné, et 15% ont confirmé la présence d'une personne en situation de handicap (PSH). Selon les informateurs clés, la communauté hôte est prête à assister les déplacés pour un temps nécessaire / limité. Un mécanisme communautaire de médiation des tensions existe, selon la plupart des Informateurs Clés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	81%	-	1
Plus de 1 heure	17%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	3%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	89%	-	
Ne sait pas	10%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	8	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	50%	-	
Filles (Primaire)	48%	-	
Garçons (Secondaire)	48%	-	
Filles (Secondaire)	50%	-	
Total	49%	-	3
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	40%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	32%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	1%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	10%	-	
Absence des enseignants	5%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	9%	-	
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	10	10
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0	0
10	10	10
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	-
0	0	-
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	78%
Avant la crise	-	95%
<i>Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5</i>		

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	88%
Avant la crise	-	90%
<i>Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5</i>		

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	55
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	63
<i>Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5</i>	

Analyse Éducation

Toutes les écoles sont restées fonctionnelles sur l'axe évalué, certaines sont accessibles en moins d'une heure de marche pour la grande majorité (81%), 17% à plus d'une heure et 3% des répondant parlent de pas d'école primaire fonctionnelle. 1% des ménages enquêtés ont déclaré que certaines écoles primaires fonctionnelles étaient occupées ou partiellement utilisée par des personnes armées. Au cours des 14 derniers jours, 49% des ménages enquêtés ont répondu que leurs enfants n'étaient pas allés à l'école (50% garçons, 48% filles des écoles primaires et 50% des filles et 48% des garçons). Le taux d'inscription des enfants en école primaire est de 78% après la crise contre 95% avant la crise. D'après les informateurs clés, le taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire est de 88% actuellement contre 90% avant la crise, un enseignant encadrerait moins de 63 élèves avant la crise, contre 55 élèves au moment de l'enquête. Selon le groupe les participants en groupe de discussion, certains élèves ne sont pas encore retournés après leur déplacement dans les pays voisins.

Les discussions de groupe réalisées avec les familles de déplacés et les familles d'accueil dans tous les villages évalués laissent voir que la plupart des enfants des déplacés et retournés n'accèdent pas à une éducation inclusive et de qualité à la suite du manque de moyens financiers, et de l'interruption brusque à la suite du déplacement avec parfois les fournitures scolaires perdues et abandonnées lors de la fuite pendant les affrontements dans les milieux d'origine entre les M23 et les forces armées de la RDC et ses alliés. À la suite du manque de moyens financier les déplacés affirment qu'ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire pour leurs enfants de 6-11 ans.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	94%	-	
Nutrition	2%	0	
Abris	4%	0	
AME	3%	0	
EHA	5%	0	
Santé	4%	0	
Education	2%	0	
Nourriture	6%	0	
Moyens de subsistance	1%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0	
Communication	0%	0	
Cash	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	12	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	6	
EHA	-	0	
Santé	-	0	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	12	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	77%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	18%	-	
Vouchers / foires	2%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	85%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	3%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	1%	-
Où recevoir l'assistance	82%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	82%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	14%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	34%	-
Comment donner son feedback	2%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	12%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	4%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	24%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	80%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	22%	-
SMS	6%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	9%	-
Crieurs publics avec mégaphones	35%	-
Au travers des leaders communautaires	24%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	3%	-
Organisations / comités de femmes	3%	-
Autorités locales gouvernementales	14%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	36%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	67%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	58%	-
SMS	9%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	20%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	4%	-
Au travers des leaders communautaires	6%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	17%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	1%	-
Autorités locales (police, militaires)	12%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les modalités préférées par les ménages pour une assistance humanitaire sont en nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.) avec 85%, Cash physique (en espèces) (77%) suivi des Vouchers / foires et enfin la provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations... Les besoins prioritaires de la population sont la nourriture, les moyens financiers cash, les AME (casserolles, bidons, habits, etc.). Ces besoins ont confirmé par les informateurs clés qui déclarent que les ménages ont des besoins prioritaires en nourriture, en AME (casserolles, bidons, habits, etc.) et en Moyens financiers (cash). En ce qui concerne la manière de recevoir des informations sur l'aide humanitaire, la communauté interrogée propose plusieurs moyens, notamment les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), les crieurs publics avec mégaphones, au travers des leaders communautaires, les appels téléphoniques et une travailleuse humanitaire (femme uniquement). En ce que concerne, la préférence des ménages enquêtés pour remonter une plainte ou doléance sur la réponse humanitaire, les participants ont proposé plusieurs moyens notamment (les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), suivi des entretiens avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement) et les appels téléphoniques et à travers des leaders religieux.

Conclusions générales et commentaires

Au vu des données collectées lors de la présente enquête rapide multisectorielle par les équipes terrain ACTED, trois besoins prioritaires (par ordre d'importance) peuvent être relevés à savoir : Besoins en nourriture et moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail etc.) et Moyens financiers (cash) et en Articles Ménagers Essentiels (casserole, bidons, habits etc.). Un élément qu'il semble également intéressant de mentionner en termes de modalité est la préférence en nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.) avec 85%, Cash physique (en espèces) (77%) suivi des Vouchers / foires les moyens financiers (cash) pour 94% des ménages. La modalité d'assistance en nature (En nature (la nourriture, les moyens financiers cash, les AME (casserolles, bidons, habits, etc.). Signalons que d'après les enquêtes ménages la pression démographique pour les déplacés représente environ 43% (31% d'après les informateurs clés de la population globale de l'axe. Il s'observe aussi la pression sur les ressources est conséquente et qu'une assistance en vivres est prioritaire sur la zone. En parallèle d'après les focus group, une assistance en relance agricole serait importante pour renforcer la résilience alimentaire des ménages. Enfin un appui sur les thématiques de santé-nutrition est également nécessaire. Les articles ménagers essentiels (casserole, bidons, habits etc.) viennent en 3e position. Un élément qu'il semble également intéressant de mentionner en matière de priorisation de modalité est le fait que la préférence en nature (En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.) sont premières modalités privilégiées par les ménages par 85% des ménages et en cash physique (en espèces) avec 77% des répondants. Signalons que la pression démographique pour les enquêtes ménages pour les déplacés représente environ 43% contre 31% pour les informateurs clés de la population globale de l'axe. Il en résulte que la pression sur les ressources est conséquente et qu'une assistance en vivres est prioritaire sur la zone, en parallèle d'une assistance en relance agricole qui permettrait de renforcer la résilience alimentaire des ménages. Une assistance en articles ménagers essentiels, en santé-nutrition est également nécessaire et pertinente dans la zone

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seu. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)